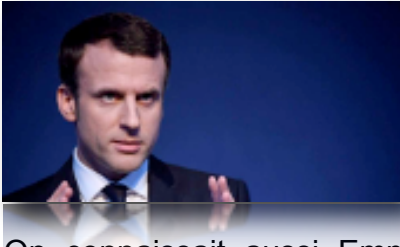


## Macron va rendre la vie des étudiants encore plus difficile



On connaissait Emmanuel Macron l'ancien étudiant précaire, forcé de vivre des "fins de mois difficiles" avec à peine 1 000€ par mois. Situation privilégiée si on la compare avec celle de la grande majorité des étudiants qui vit avec moins que cette somme et dont la moitié se salarie pour financer ses études.

On connaissait aussi Emmanuel Macron le bienfaiteur : le programme du candidat Macron à l'élection présidentielle comportait, à côté de mesures contestées comme la sélection à l'entrée de l'université, des promesses plus ambitieuses telles que "faire de la recherche une priorité nationale", donner "des moyens publics supplémentaires", construire de nouveaux logements étudiants ou encore "sanctuariser le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche".

### Le double discours macronien



Tweet d'Emmanuel Macron en Avril 2017, en pleine campagne électorale

Aujourd'hui les promesses électorales du candidat Macron comme celles sur l'enseignement supérieur et la recherche mais aussi bien d'autres, à commencer par la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages, se heurtent à la nature néolibérale de son programme économique. En effet le programme sur lequel Emmanuel Macron a été élu président de la République reste un programme austéritaire. Son principal but, en fin

de compte, est la baisse de la dépense publique à défaut de proposer une politique économique ambitieuse.

Les promesses du candidat En Marche pour l'enseignement supérieur et les étudiants n'ont donc que peu de chances d'être mises en place par le président Macron. Pire encore, les conditions de vie et d'étude des étudiants, déjà critiques, risquent encore de se dégrader.

Maintenir le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, comme l'avait promis Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle, n'était déjà pas suffisant alors que l'Université en France est déjà dans un état de quasi-faillite confirmée par les faits : amphithéâtres bondés où des étudiants sont contraints de s'asseoir à même le sol, instauration du tirage au sort à l'entrée de certaines filières, locaux qui se dégradent et ne peuvent pas être rénovés faute de moyens, mais aussi un manque de place qui devient alarmant.

## Nombre d'étudiants en hausse, budget en baisse

Rien que *cette année 87 000 bacheliers n'ont aucune affectation post-Bac* : la faute à un algorithme d'affectation hasardeux ? Pas que. *La faute aussi et surtout au manque chronique de moyens affectés à l'Enseignement Supérieur* incapable de suivre la hausse du nombre d'étudiants d'année en année simplement en raison de la hausse démographique. Pour absorber ce surplus d'étudiants sur les bancs des facultés *il faudrait construire au moins 10 nouvelles universités d'ici à 2025* pour accueillir *350 000 étudiants supplémentaires*.

*Après avoir fait gonfler les effectifs en lycée* il y a deux ans, la génération du baby-boom de l'an 2000 va arriver à l'Université. Si on ajoute à cela la tendance à mener *des études de plus en plus longues* des nouvelles générations par rapport aux précédentes, un véritable défi attend les universités françaises.

*Un défi qu'il va être d'autant plus difficile à relever* avec les dernières annonces du gouvernement Macron. *331 millions d'euros de coupes budgétaires* seraient prévus dès l'année en cours pour le secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, soit *plus de 10% de son budget pour 2017*. De quoi faire craindre le pire pour les conditions d'études à la rentrée prochaine. Au point d'inquiéter la Conférence des Présidents d'Université qui demandait au contraire plus de moyens : *elle a ainsi déclaré* que

*"l'augmentation attendue de 40 000 étudiants à l'Université dans quelques semaines ne pourra se faire dans des conditions acceptables si l'Etat restreint les moyens"*.

Au-delà des problèmes de moyens dont souffrent les universités françaises, *les étudiants pourraient eux aussi être touchés au porte-monnaie*. Alors que le gouvernement pourrait *remettre en cause plusieurs dispositifs relatifs au logement, les APL (Aides Publiques au Logement) des étudiants rattachés au foyer fiscal de leurs parents pourraient être revues à la baisse*. On est donc bien loin de la promesse de création de logements étudiants !

Si la tendance ne s'inverse pas c'est l'accessibilité des études supérieures et leur qualité qui est sérieusement menacée.